



## **RAPPORT D'ACTIVITE 2022**

### **Assemblée générale ordinaire du 26 juin 2023**

#### **INTRODUCTION**

La vocation du CIRIEC est de mener des recherches académiques et d'informer sur les modèles économiques qui créent de la valeur pour l'intérêt collectif et le bien des populations. Sont concernées non seulement les actions menées par les collectivités publiques et les moyens dont elles disposent - entreprises publiques ou à capitaux publics -, mais aussi celles menées par les organisations et entreprises relevant de l'économie sociale et solidaire. L'idée d'origine des fondateurs du CIRIEC était de conjuguer les travaux de chercheurs universitaires avec les réflexions de terrain de dirigeants d'organisations coopératives et mutualistes, d'entreprises nationales, d'organisations syndicales, ou encore de collectivités publiques. Il s'agissait au sortir de la Seconde Guerre Mondiale non seulement de mener des recherches d'économie appliquée pour aider à la reconstruction du pays, mais aussi d'informer largement pour contribuer à nourrir une démocratie économique et sociale, dans une volonté d'émancipation des populations exploitées et asservies par le capitalisme industriel dominant à cette époque.

Cette volonté des fondateurs du CIRIEC est toujours celle de ses animateurs actuels et de son réseau représentant plus de 700 chercheurs dans le monde. Car malgré des progrès scientifiques et technologiques spectaculaires, les problèmes de notre temps ne sont pas fondamentalement différents : un inégal partage de la valeur créée qui met en cause la capacité de subsistance des individus et creuse les inégalités - la paupérisation croissante des populations dans le monde - la réémergence des volontés dominatrices territoriales, idéologiques ou religieuses..., toutes ces cruelles réalités qui constituent le terreau de graves conflits dont on pensait qu'ils n'existeraient plus à jamais. Au surplus s'ajoutent à cette situation préoccupante le dérèglement climatique, la question des ressources naturelles, et leurs inévitables conséquences sociales et migratoires. Les réponses à ces graves problèmes sont avant tout politiques, mais elles doivent aussi se trouver dans la mise en œuvre d'un système économique juste et équilibré, dont la finalité première est la satisfaction des besoins essentiels des populations, et non pas celle des 10% des plus riches qui perçoivent plus de 50% des revenus mondiaux et détiennent 75% du patrimoine mondial. Or le système économique et financier qui gouverne le monde est aujourd'hui dans l'impasse, et n'apporte pas la garantie que les besoins fondamentaux des personnes soient satisfaits dans le futur. Il ne produit plus d'espoir de jours meilleurs pour les populations, ce qui porte en germe des risques majeurs en matière de démocratie.

C'est pourquoi le CIRIEC s'inscrit plus que jamais dans la recherche d'une autre forme d'économie, plus respectueuse de l'être humain, de l'environnement et de l'intérêt collectif dans un monde en grand danger. C'est dans cet état d'esprit que le CIRIEC-France, section française du CIRIEC International, a conduit ses travaux au cours de la période écoulée.

# **I - Les activités du Ciriec-France en 2022**

## **1-1 Les travaux de recherche et d'information**

Depuis sa création, le fil conducteur des travaux du CIRIEC-France est la recherche et l'information sur les modèles économiques d'intérêt collectif et sur l'idée de mettre en œuvre de meilleures synergies entre l'action publique, notamment locale, et les activités d'intérêt général conduites par les organisations de l'économie sociale. Pour ce faire, sont organisées autant que possible des réflexions conjointes entre chercheurs universitaires et praticiens de terrain.

Les principales activités conduites au cours de l'année écoulée ont été les suivantes :

### **- Poursuite des travaux sur le thème « Economie collective et territoires » :**

Le lancement en 2020 d'une vaste recherche sur le thème de l'économie collective dans les territoires a eu pour point de départ la contribution de Michel Papaud, membre du Conseil d'Orientation du CIRIEC-France, alors directeur général des services de Grenoble-Alpes-Métropole, intitulée « Introduction à une réflexion sur économie collective et territoires » publiée dans le Cahier N°2 du CIRIEC (<https://bit.ly/44NNSb7>).

Un groupe de recherche, coordonné par Jean-Louis Cabrespines, a été constitué, composé d'universitaires, d'experts et de praticiens de grandes organisations publiques et privées, avec l'objectif ambitieux d'analyser quelles dynamiques s'organisent dans les territoires avec les acteurs des collectivités publiques et de l'économie sociale et solidaire. Il s'agit d'identifier la place de ces acteurs, leurs motivations et la nature de leurs comportements, leur appétence à œuvrer ensemble pour l'intérêt général et les Communs dans les différents secteurs qui correspondent aux besoins fondamentaux des populations, notamment : santé – éducation – emploi – protection – mobilités – énergie ... La recherche porte également sur la place réservée aux nouveaux outils, numériques, financiers, monétaires, ainsi que sur l'impact territorial des grandes entreprises nationales, dans la perspective d'une économie collective qui s'adapte aux évolutions de notre temps, en en prenant le meilleur, et en s'organisant également pour plus de participation et de gouvernance citoyennes. Avec la décentralisation, la réforme de l'Etat, et la mise en œuvre d'une nouvelle organisation territoriale, se pose en effet de façon accrue les questions de l'intérêt général et de la démocratie dans la transition économique, sociale et écologique au sein de ces collectivités de proximité que sont les communes, les communautés de communes, les agglomérations, les métropoles, constituant un véritable terreau de la citoyenneté et de la démocratie. La préservation de l'intérêt général est d'autant plus nécessaire que la transition, accélérée par le contexte de crise, est propice à la prédation des grands groupes commerciaux internationaux.

Par cette recherche importante et ambitieuse, le CIRIEC-France s'est engagé dans cette dynamique en souhaitant apporter au débat les constats qui émergeront de l'étude de terrain, et les préconisations qu'il sera en capacité de formuler au fur et à mesure de l'avancement des travaux de recherche. L'objectif retenu est l'élaboration d'un ouvrage collectif, avec des parutions intermédiaires sur les thèmes qui auront été finalisés au fur et à mesure de l'avancement de la recherche.

## - La Lettre mensuelle du CIRIEC-France

Cette Lettre électronique téléchargeable a été conçue, dès 2008, pour rendre compte des activités de notre section et celles du CIRIEC-International, informer sur les manifestations et les publications des organisations partenaires du CIRIEC. Elle est aussi un organe de débats libres, ouvert à celles et ceux qui souhaitent s'exprimer sur des sujets de fond en rapport avec les formes d'économies qui ont pour objet l'intérêt collectif, qu'il s'agisse de l'économie publique ou de l'ESS. Des efforts ont été faits pour rechercher une diversification dans les contributions publiées par le CIRIEC-France. La Lettre est diffusée tous les mois à plus de 2100 contacts figurant dans le fichier du CIRIEC-France, sous la responsabilité de Marcel Caballero, directeur de la rédaction et Alain Arnaud, responsable légal de la publication.

## - Les Cahiers du CIRIEC-France

Les Cahiers ont pour objet la publication d'études à caractère scientifique réalisées dans le cadre des activités du CIRIEC-France, dans un format plus léger et avec une diffusion plus régulière que les ouvrages collectifs. Après la sortie en 2019 du Cahier n°1 sur les « *Autorités de régulation des services publics en France* », en 2020 celle du Cahier n°2 intitulé « *Mutations de l'action publique et démocratie : capital, numérique, territoires* », en 2021 celle du Cahier n°3 intitulé « *Mutations du monde, enjeux et défis* », document constituant les actes de la conférence des 70 ans du CIRIEC-France organisée le 26 octobre 2020, a été publié en 2022 le Cahier n°4 portant sur « *Les coopérations entre économie publique et ESS au service de l'intérêt collectif* ». Ces Cahiers du CIRIEC-France à vocation académique sont élaborés dans le cadre d'un partenariat avec les Presses Universitaires de Rouen et du Havre (PURH).

<https://www.ciriec-france.org/ciriec/cms/7125-7564/les-cahiers-du-ciriec-france.dhtml>

## - Les Entretiens du CIRIEC-France

Diffusés dans le réseau du CIRIEC et publiés dans la rubrique *Idéaux et débats* du site internet ([www.ciriec-france.org](http://www.ciriec-france.org)) les Entretiens sont destinés à mieux faire connaître le CIRIEC auprès de personnalités de l'économie publique et de l'ESS, à leur donner la parole ainsi qu'aux responsables d'organisations membres de l'association. En 2022, ont été réalisés les entretiens suivants :

- Jérôme Saddier, président de ESS France – février 2022
- Vincent Bouillaguet, président de l'AFCM – avril 2022
- Anne-Marie Harster, présidente de Solidarité Laïque – novembre 2022

## 1-2 Les évènements

- **Le 33<sup>ème</sup> Congrès international du CIRIEC - València (Espagne) - 13-15 juin 2022**

Prévu en 2020 à Thessalonique mais annulé en raison de la crise sanitaire, ce congrès de València a permis aux chercheurs, universitaires, praticiens de l'économie publique et de l'économie sociale, acteurs politiques et sociaux, entrepreneurs, de se retrouver du 13 au 15

juin 2022 pour travailler ensemble sur une thématique d'actualité : « Nouvelles dynamiques mondiales à l'ère post-Covid : enjeux pour l'économie publique, sociale et coopérative ».

1217 congressistes et invités de 33 pays ont ainsi été réunis, 300 propositions de communications reçues, dont 184 acceptées et 132 présentées en personne au cours de sessions parallèles au Palau de les Arts et à la Faculté d'économie de València.

Les participants ont ainsi répondu au triple objectif qu'ils s'étaient fixés :

- Analyser les nouvelles dynamiques technico-économiques, sociales et environnementales pour les opportunités qu'elles offrent tant à l'économie publique qu'à l'économie sociale,
- Analyser l'impact de la crise de la covid et de ces dynamiques sur l'économie sociale et sur le secteur public en général,
- Analyser les réponses concrètes des entreprises publiques, des entreprises sociales et coopératives à la crise socio-sanitaire et à ces grandes dynamiques, en faisant particulièrement référence au nouvel élan donné au rôle de l'État, tant comme État Providence qu'État entrepreneur.

Qu'il s'agisse des sessions plénières, des ateliers, des communications scientifiques, des thèmes comme la santé et les services sociaux, l'emploi, les retraites, l'aménagement urbain, le logement, la mobilité durable, le dépeuplement, la transition écologique, les services ou biens essentiels comme l'eau, l'énergie et les transports, la transition numérique, les collaborations économie publique et ESS ont fait l'objet de débats et d'échanges riches durant ces 3 jours, et montré qu'un large consensus sur l'analyse des réalités et sur le rôle attendu de l'ESS.

Parmi les intervenants en séance inaugurale, Alain Arnaud, président du CIRIEC-International, a souligné la nécessité de redonner au monde une stabilité qu'il est en train de perdre, de redonner à nos sociétés un sens plus social et plus solidaire, en ayant conscience qu'un avenir meilleur passe par des modèles économiques qui organisent le partage, la solidarité, qui respectent les droits humains et les droits sociaux, et qui préservent les biens communs et l'environnement. Paul Krugman, prix Nobel d'économie 2008, a prononcé la conférence inaugurale ayant pour thème « Coopérer pour un meilleur avenir ». Il a considéré notamment que l'économie sociale avait un effet égalisateur sur la société, analysant l'influence de l'économie sociale sur les inégalités économiques et le changement climatique.

Les séances plénières, les ateliers, les présentations de contributions ont permis d'approfondir l'ensemble des thèmes du Congrès, auxquels ont participé nombre d'orateurs, avec pour la France Maryline Filippi, Eva Cantele, Philippe Bance, Pierre Bauby, Jean-Louis Cabrespines, Timothée Duverger, Nicolas Leblanc, Jean-Philippe Milésy.

En clôture du congrès, Mariana Mazzucato, professeur d'économie de l'innovation et de la valeur publique à l'University College London (UCL), prix Léontieff 2017, est intervenue avec brio en considérant que "le modèle coopératif est la meilleure façon d'aborder les changements nécessaires dans la façon dont nous faisons l'économie", soulignant, dès le début de son intervention que l'économie sociale n'est pas simplement une autre partie de l'économie, mais plutôt la manière dont l'économie devrait être faite.

L'assemblée générale qui a suivi le congrès a nommé Alain Arnaud président d'honneur, Catherine Gras et Jean-Louis Cabrespines membres du Conseil d'administration et Yves Kottelat contrôleur des comptes.

- **L'hôpital en crise, quelles solutions ? 28 juin 2022**

Dans la suite des travaux engagés par le CIRIEC-France sur les thématiques principales de l'implication des entreprises publiques et de l'ESS dans les territoires, il nous a paru important de consacrer une table rond sur le sujet de « ***L'hôpital en crise, quelles solutions ?*** ». Cette question est d'autant plus pertinente que le constat fait, suite à la crise de la pandémie de COVID-19, a montré les faiblesses et la désorganisation de la structure hospitalière, le déséquilibre du fonctionnement des établissements, et de manière générale la pénurie de personnels tout en marquant le dévouement et le professionnalisme des personnels hospitaliers.

Le CIRIEC-France a donc organisé une table ronde animée par **Pascal Beau**, fondateur d'Espace Social Européen avec la professeure **Karine Lacombe**, cheffe de service à l'hôpital Saint-Antoine, **Jean de Kervasdoué**, ancien directeur général des hôpitaux au ministère de la santé, **Jérémie Secher**, directeur de la stratégie santé à la Mgen, **Jean-Marie Fessler**, docteur en éthique médicale et en économie de la santé, professeur associé à l'université de Stanford au cours de laquelle, chacun, dans son champ de compétence, a pu apporter un regard particulier sur l'existant du secteur hospitalier et tracer des pistes pour l'avenir. La diversité des points de vue, partant d'un examen concret de la situation pour aller vers des propositions d'amélioration, a tracé un tableau sur la nécessité d'une véritable politique touchant à tous les domaines de l'hôpital (infrastructure, ressources humaines (recrutement, prise en compte des rythmes de vie, manques de soignants, ...), organisation de tous les échelons, stratégie pour plus d'efficacité et d'efficience, ...

- **10èmes Rencontres du Mont Blanc à Carthagène des Indes (Colombie) – 17-19 octobre 2022**

Les Rencontres du Mont Blanc organisées par ESS Forum International ont porté sur le thème "L'économie sociale et solidaire, des solutions locales et internationales dans un monde en mutation dans le contexte des Objectifs de Développement Durable de l'Agenda 2030".

A cette occasion, plusieurs thématiques ont été abordées au cours de plusieurs ateliers et séances plénières. Les principales thématiques ont porté sur :

- L'éducation en faveur de l'ESS tout au long de la vie. Inspirations et engagements : il s'agissait d'identifier des stratégies pour promouvoir l'innovation éducative à partir de bonnes pratiques fondées sur des valeurs et des principes liés à l'économie sociale et solidaire à travers la rencontre d'experts, d'acteurs, d'expériences et l'élaboration de propositions.
- Changer la vie de nos organisations en intégrant et en incorporant la perspective de genres : les participants ont pu partager les expériences et les cas d'organisations qui ont réussi à progresser sur la question de la perspective de genre
- Changer la logique du modèle de production, de distribution et de consommation alimentaire : les questions essentielles portaient sur la manière dont les organisations et

entreprises de l'économie sociale et solidaire et de l'agriculture familiale contribuent- à une meilleure gestion des ressources pour un système alimentaire durable en réfléchissant sur la base de nouvelles expériences à imaginer pour un changement structurel dans le modèle de production et de consommation

- Biens publics et biens communs pour une ESS durable : La question essentielle de cette thématique portait sur la production, la conservation, la reproduction et l'accumulation de biens publics et communs comme bases pour la définition de politiques publiques de soutien à l'ESS pour son développement en tant qu'alternative de pouvoir transformateur durable.
- L'ESS et un système financier plus stable, résilient et démocratique : au cours des travaux portant sur cette thématique, ont été présentées des études de cas sur les mécanismes de financement de l'ESS afin de partager des expériences et des bonnes pratiques sur le financement avec une approche sociale., mais il a s'agit aussi d'identifier les besoins en fonction du contexte pour répondre à la demande de crédit des organisations et entreprises de l'ESS.
- Les politiques publiques et l'impact de l'économie sociale et solidaire. Une lecture euro-américaine : trois questions centrales ont été abordées : la valorisation des comptes satellites, les marchés alternatifs, les marchés publics et les incitations à l'équilibre social, l'analyse du cadre institutionnel pour la promotion, la protection et le contrôle de l'économie sociale et solidaire.
- Investir dans l'ESS pour améliorer la question de l'emploi : ce sujet est central pour le développement de l'ESS car il pose les cadres et références qui peuvent contribuer au développement de l'ESS. Il s'agit, entre autres, de mettre en avant la valeur ajoutée de l'ESS en termes de capacité à mener des politiques d'emploi permettant de créer des emplois, de répondre aux problématiques de l'économie informelle dans l'économie formelle, de contribuer au retour au travail des chômeurs et de permettre aux autorités locales de mettre en place des mesures efficaces.
- Les outils numériques au service de l'ESS : les participants ont pu mettre en avant des exemples d'initiatives, en tirer les principaux enseignements et proposer une stratégie d'information aux acteurs qui peuvent la mettre en œuvre puis d'identifier/anticiper les principaux enjeux numériques liés au développement de l'ESS.

Au terme de ces travaux, les participants ont voté unanimement pour « la déclaration de Carthagène des Indes » :

(extrait ) « ...*Nous soulignons la nécessité d'impliquer les personnes et organisations sur le terrain, à tous les niveaux de gouvernance, afin de tenir pleinement compte des besoins et atouts de chaque communauté, de respecter les identités, de prendre en compte la pluralité des échelles de l'ESS, de créer des synergies positives et des stratégies coordonnées et d'inventer les réponses technologiques et sociales qu'appellent les défis de notre temps. Ayant en référence les objectifs de développement durable (ODD) de l'Agenda 2030 mais également persuadés que l'émergence de l'économie sociale et solidaire ne peut se faire sans un changement de paradigme politique, économique, social, culturel et d'éducation, nous avons structuré nos réflexions autour de 10 thèmes pour lesquels des actions peuvent être mise en œuvre pour affirmer la place de l'ESS dans des domaines essentiels pour la société de demain : • L'éducation et l'apprentissage tout au long de la vie • L'intégration de la perspective de genre, • L'amélioration des modes de production durable, de distribution et de consommation des denrées alimentaires • La protection des biens publics et communs* 1 Depuis les années 2000, il y a eu 23 adoptions de lois sur l'ESS. En ce qui concerne le type de législation, la plupart des textes juridiques sont des lois tandis deux sont des décrets

*(Belgique et Honduras). En ce qui concerne le niveau de la législation, la grande majorité (17 sur 23) sont des lois d'application nationale, tandis que les six autres sont des lois infranationales (Italie, Belgique, Canada, Brésil et Argentine). • L'utilisation des outils numériques dans une forme humaine, durable et éthique • Des pratiques de production et de consommation qui contribuent à la lutte contre les changements climatiques • Un système financier plus stable, résilient et démocratique • L'amélioration de la qualité et la quantité des emplois • L'accès à un logement décent • L'accès à des soins de santé de qualité • L'adoption de politiques publiques plus efficaces du local à l'international. ... »*

#### - **Participation aux instances du CIRIEC-International**

Le CIRIEC-International s'est réuni régulièrement au cours de l'année écoulée :

- ✚ 2 réunions de Praesidium : 29 avril, 12 juin,
- ✚ 4 Conseils d'Administration : 22 février, 14 juin, 6 octobre, 4 novembre
- ✚ 1 Assemblée Générale : 14 juin

## **II - Administration et fonctionnement**

### • **Les instances statutaires**

Le CIRIEC-France s'est réuni régulièrement au cours de l'année écoulée :

- ✚ 3 réunions de Bureau : 27 janvier, 28 mars, 11 octobre
- ✚ 3 Conseils d'Administration : 27 janvier, 23 mai, 17 novembre
- ✚ 1 Assemblée Générale : 28 juin
- ✚ 2 réunions du Conseil d'orientation : 31 mai, 11 octobre

Les instances de l'association ont été assistées jusqu'à la fin du premier semestre de Nicole Guillard, chargée de mission auprès du président. Nicole a dû malheureusement cesser ses fonctions pour cause de santé et une organisation transitoire a été mise en place pour assurer le secrétariat de l'association avec une répartition des tâches entre le président, le délégué général et le trésorier. Nicole Guillard a contribué depuis l'origine avec dévouement et efficacité à la gestion administrative et à l'organisation des réunions et manifestations, et le CIRIEC-France lui doit beaucoup. Il convient de l'en remercier chaleureusement.

### • **La gouvernance**

Renouvelable en totalité tous les trois ans, le Conseil d'administration a été élu par l'assemblée générale du 26 octobre 2020. Le mandat des administrateurs actuels prendra donc fin en 2023 lors de la prochaine assemblée générale appelée à statuer sur les comptes 2022. Il est composé de 24 membres et d'un président d'honneur invité au Conseil. Le bureau est composé de 11 membres et sera également renouvelé en 2023.

### • **Les partenariats**

- A fin 2022, l'association comptait 116 membres dont 28 organisations et 88 individuels. De nouveaux adhérents ont pu être enregistrés, car augmenter le nombre de membres



est une préoccupation constante pour non seulement disposer de ressources suffisantes pour le fonctionnement de l'association, mais aussi pour réunir celles et ceux qui, partageant les convictions du CIRIEC, acceptent de soutenir ses travaux.

- La convention signée avec la MGEN le 4 janvier 2021 s'est poursuivie en 2022 ; elle expirera le 31 décembre 2023. Elle associe l'Institut Montparnasse, association créée par la MGEN pour mener des recherches sur l'identité mutualiste et l'impact de la mutualité en France et dans le monde francophone. Cette convention tripartite a pour objectif de mettre en œuvre une collaboration active fondée sur l'intérêt commun et de valoriser les travaux de recherche et d'information produits par chacune des trois parties. Jean-Louis Cabrespines participe au CA de l'Institut Montparnasse, tandis que Isabelle Rondot et Bertrand Souquet représentent la MGEN et l'Institut Montparnasse au CA du CIRIEC-France.
- Une convention de soutien a été signée en 2023 avec la Confédération FO qui contribue ainsi aux charges administratives du CIRIEC-France ( loyer et charges du bureau, affranchissement, téléphone, internet, location de salles de réunion,...)
- Une convention de partenariat a également été signée en fin d'année avec le Groupe UP afin d'envisager des collaborations communes.
- Un accord de collaboration a été mis en oeuvre avec la RECMA en vue d'accroître la visibilité des deux organisations et renforcer leurs actions afin de susciter des recherches et diffuser des informations sur l'économie sociale et solidaire. Cet accord doit donner lieu à une convention de partenariat dont le principe a été accepté.
- De même a été initialisée en 2022 une discussion avec la SNCF en vue de conclure une convention de partenariat sur des sujets intéressant tant la SNCF que le CIRIEC-France. L'organisation d'une conférence internationale sur le thème de la raison d'être des entreprises publiques a été retenue ainsi qu'une contribution à la recherche « mobilités » du thème « Economie collective et territoires ».

La recherche de partenaires de référence représentant les différentes composantes de l'économie publique et de l'ESS constitue un axe de développement essentiel pour le CIRIEC-France.

- **Les moyens de communication**

Les outils de communication du CIRIEC-France sont constitués :

- De supports électroniques :
  - le site internet [www.ciriec-france.org](http://www.ciriec-france.org) ;
  - une base de données électronique dénommée Contacts-Ciriec, hébergée chez notre prestataire Ogmyos qui assure également la maintenance du site internet ; elle comporte environ 2100 contacts, dont 212 universitaires identifiés ;
  - Un compte Twitter ;
  - Une chaîne video YouTube ;



- De supports papiers :
  - o La Lettre mensuelle diffusée par voie électronique mais téléchargeable
  - o Les diverses fiches synthétiques : historique, présentation, gouvernance, publications, disponibles également sur le site internet.

L'enjeu est de voir comment mieux utiliser ces outils, d'une part le site internet pour assurer sa mise à jour régulière et la mise en ligne de contributions de différents experts, et d'autre part le fichier Contacts-Ciriec qui, au-delà de la diffusion de la Lettre mensuelle et des invitations aux événements, sert aussi aux campagnes de recherche d'adhésions et à la diffusion régulière d'informations rapides concernant les activités et l'environnement du CIRIEC.

## **PERSPECTIVES**

- Le CIRIEC-France a comme vocation d'être un acteur spécifique de la recherche sur l'économie d'intérêt collectif et sur la gestion du bien commun, sans opposer économie sociale, action publique et politiques publiques dans leurs déclinaisons nationale et territoriale. Il s'agit au contraire de travailler sur les complémentarités et les synergies entre ces domaines, au service de l'intérêt général. L'originalité est de conjuguer travaux académiques et pratiques de terrain, avec des universitaires et des responsables d'organisations de l'ESS et d'entreprises publiques, en s'appuyant sur la dimension internationale du CIRIEC et la puissance de son réseau.
- L'étude « Economie collective et territoires » constitue depuis 2021 l'architecture des travaux de recherche et d'information menés avec des praticiens et des universitaires. Elle rythme le programme d'activités du CIRIEC-France, ce qui permet de nourrir ses publications actuelles et celles à venir, en associant toutes celles et tous ceux qui sont intéressés par la thématique retenue, laquelle s'inscrit totalement dans la transition économique, sociale et environnementale. Les travaux menés en 2022 montrent qu'il s'agit d'une bonne voie pour élargir l'audience du CIRIEC-France.
- Il conviendra également de continuer à nouer de nouveaux contacts avec des universitaires et des dirigeants d'organismes publics et de l'ESS, et dans la mesure du possible de conclure des partenariats supplémentaires nécessaires au développement du CIRIEC-France, voire à son changement d'échelle.
- Enfin, à un moment où un vent porteur permet à l'économie sociale et solidaire d'être mieux identifiée et reconnue dans le monde par les institutions internationales, alors que les nécessités générées par les conséquences de la crise remettent au goût du jour la place et le rôle des acteurs publics, collectivités et entreprises, il sera opportun pour le CIRIEC de mettre en avant ses spécificités et de se positionner comme acteur historique de la recherche scientifique en appui des organisations représentatives qui plaident pour la mise en œuvre d'une autre économie.

## **CONCLUSION**

Les activités du CIRIEC se sont donc bien développées en 2022, toujours avec cette conviction qu'il est nécessaire de conjuguer les forces et les talents des organisations publiques et celles de l'économie sociale et solidaire pour mettre en œuvre un système économique qui réponde aux besoins essentiels des populations. Cela est d'autant plus nécessaire que les questions liées aux inégalités et à la pauvreté deviennent de plus en plus criantes et intolérables dans ce monde en grand bouleversement. Nous le savons, le monde actuel est en proie à de grandes incertitudes, à d'importantes difficultés dans beaucoup de pays, et de grands dangers sont à nos portes. La planète est confrontée aux conséquences de la montée des inégalités économiques et sociales, à celles de la non-préservation de l'environnement et des ressources naturelles, et finalement aux conséquences d'un système économique trop libéral et d'une mondialisation mal maîtrisée. Cette évolution crée plus d'inégalités et épuise les ressources. Et aujourd'hui s'ajoute cette situation angoissante de guerre aux portes de l'Europe qui amplifie encore les difficultés notamment pour les populations les plus pauvres. Nous devons donc plus que jamais nous mobiliser tous ensemble pour redonner au monde un sens plus humain, plus social et plus solidaire, en nous appuyant sur les valeurs universelles de démocratie, de solidarité et de responsabilité garantes d'un meilleur vivre ensemble.

Le CIRIEC est convaincu qu'il faut ainsi développer plus que jamais la recherche scientifique et l'information sur les modèles économiques qui servent l'intérêt général, qui créent de la valeur collective, et qui mettent l'humain au cœur de leur finalité et de leur gouvernance. C'était la volonté du professeur Edgard Milhaud lorsqu'il fonda le CIRIEC il y a 76 ans. Nous sommes les héritiers de sa pensée, pensée extraordinairement moderne qui prend toute sa valeur dans le contexte d'aujourd'hui. Promouvoir l'économie d'intérêt collectif, est, disait-il, l'un des meilleurs moyens d'émancipation des peuples et de préservation de la démocratie et de la paix.

\*\*\*\*\*